

RÉGIONAL

ACJ

AFRICA CREATES JOBS

2021

ATELIERS VIRTUELS

2-3 SEP

AFRIQUE CENTRALE



Atelier Régional ACJ-Afrique Centrale

"Compétences et emplois pour la croissance économique de l'Afrique Centrale".

2 & 3 Septembre 2021, 10h00 – 13h00 (WAT)

Rapport

Ce projet est cofinancé par l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement



Supported by

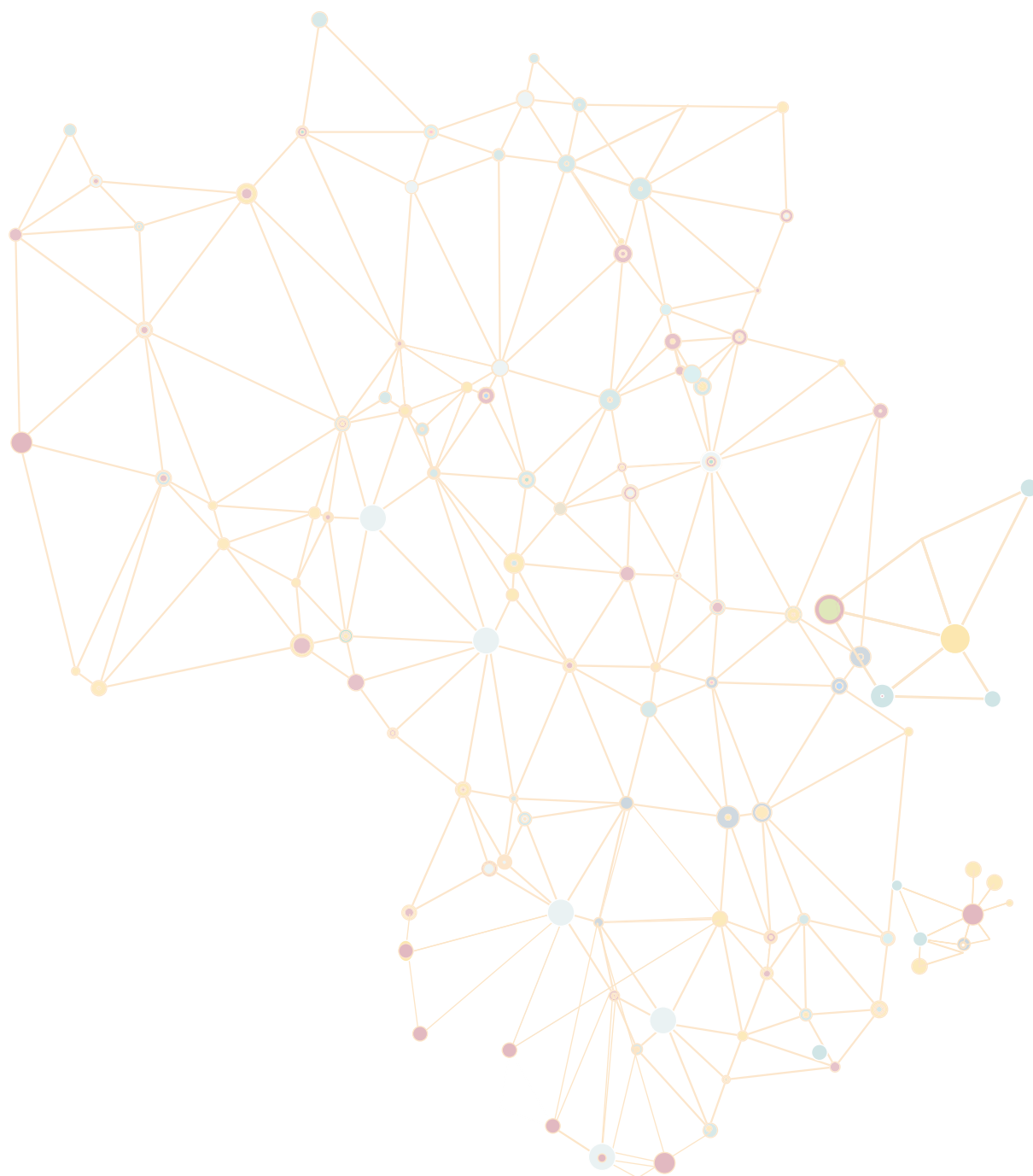


REMERCIEMENTS

LA CUA et l'AUDA-NEPAD tiennent à exprimer leur reconnaissance et leur gratitude au cabinet-conseil STRATÉGIES! pour l'appui technique apporté à l'élaboration de ce rapport, ainsi qu'aux représentants de la GIZ qui ont aidé à la création dudit rapport.

Auteurs

Cabinet-conseil STRATEGIES!
Kah Walla



1. INTRODUCTION ET CONTEXTE

L'initiative Compétences Pour l'Afrique (connu par son acronyme en anglais, SIFA), en collaboration avec ses partenaires, la Commission de l'Union africaine (AUC) et l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), a organisé la conférence régionale de l'Afrique Centrale « **L'Afrique crée des emplois (Africa Creates Jobs – ACJ)** » les 2 et 3 septembre 2021. Parmi les autres partenaires clés figuraient Business Africa (BA) et le Groupement des Employeurs du Cameroun (GICAM)¹.

Cinq ateliers régionaux en ligne seront organisés et serviront de prélude à la conférence continentale « **L'Afrique crée des emplois** » qui se tiendra en novembre 2021. L'atelier régional de l'Afrique centrale était le troisième des 5 ateliers régionaux, le premier et le deuxième ayant eu lieu respectivement en Afrique de l'Est les 16 et 17 août 2021 et en Afrique de l'Ouest les 26 et 27 août 2021.

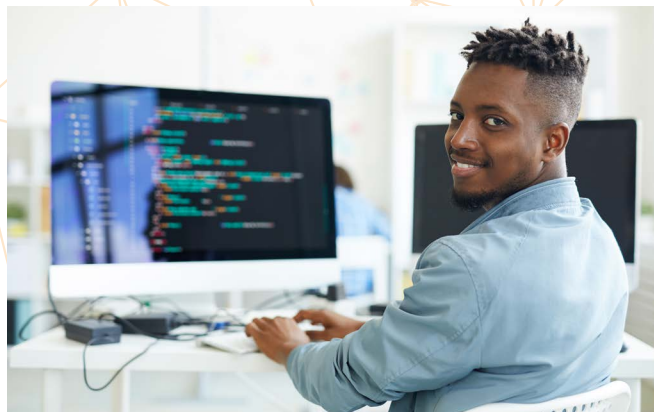
1.1. Objectifs des ateliers

Les cinq ateliers régionaux-ACJ ont pour but de réunir les principales parties prenantes du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et d'autres partenaires sociaux pour examiner les données et les informations recueillies par le biais d'une série d'études. Il s'agissait notamment d'études macroéconomiques menées par le projet SIFA dans cinq pays et d'évaluations rapides des compétences dans huit pays. Les sessions de l'atelier visent en outre à créer une plateforme de dialogue au niveau régional où les diverses parties prenantes peuvent s'engager sur des solutions et des recommandations possibles. Les discussions ont mis l'accent sur le renforcement du système de développement des compétences et l'augmentation des perspectives d'emploi (indépendant) des jeunes dans la région, dans le contexte des résultats.

1.2. L'Atelier Continental « L'Afrique crée des emplois »

L'atelier continental « L'Afrique crée des emplois » se tiendra en Novembre 2021. Le thème de la plateforme de dialogue continental de cette année est « **Conduire un programme de compétences et d'emplois réactif et agile pour la croissance économique de la jeunesse africaine** ». Ce thème permettra aux principales parties prenantes d'explorer comment la croissance envisagée par l'Afrique, telle qu'articulée dans la Zone de libre-échange Continentale Africaine (ZLECA), dans un environnement COVID-19, peut répondre à la demande de compétences pour plus de 20 millions d'emplois dont le continent a besoin chaque année.

Les informations issues des ateliers régionaux sont destinées à guider les décisions d'investissement des États membres dans l'identification des sous-secteurs susceptibles de stimuler l'emploi. Les enseignements tirés au niveau régional seront agrégés pour alimenter l'atelier continental en novembre 2021.



¹ GICAM: Groupe Inter-patronal du Cameroun (in English: Cameroon Employer Group).

2. PARTICIPANT/ES À L'ATELIER

Plus de 100 personnes ont participé à la discussion en ligne sur l'Afrique centrale, issues du monde des affaires, de l'enseignement supérieur, de l'EFTP et des écoles secondaires, de la société civile, des organisations de jeunesse et des décideurs politiques.

3. APERÇU DE L'ATELIER RÉGIONAL EN LIGNE POUR L'AFRIQUE CENTRALE

L'atelier a été programmé en deux sessions de trois heures sur une période de deux jours.

3.1. Compte-rendu du Jour 1

Session d'ouverture

Le premier jour a commencé par les allocutions de bienvenue des hauts responsables et la présentation du cadre de l'atelier. Voici quelques citations tirées de leurs interventions :

- **Ms. Aline Valerie MBONO**, Directeur exécutif du Groupe Inter-patronal du Cameroun, GICAM : « Pendant les 2 prochains jours, il s'agit de repenser l'adéquation formation-emploi et quels sont les secteurs clés à explorer dans un environnement fragilisé par les conflits et le COVID afin de créer plus et mieux d'emplois en Afrique Centrale ».
- **Mr. Maxime AKE**, Expert en charge de la jeunesse, du sport et de l'emploi, CEEA : « Malgré les nombreuses ressources de l'Afrique centrale, le taux de chômage avoisine les 10% et est encore plus élevé chez les jeunes. Malgré la pandémie COVID qui a un grand impact sur les économies de l'Afrique centrale, il existe des opportunités d'emploi pour les jeunes dans des secteurs porteurs comme le numérique, la transformation et l'économie verte". Il est temps d'agir et de changer de paradigme. »
- **Mr. Hambani Masheleni**, Chef de la division de l'éducation, Commission de l'Union Africaine : « Nous devons élaborer des stratégies tenant compte du plus grand atout de l'Afrique que sont les jeunes pour construire un continent puissant avec une croissance attrayante dans cet environnement en évolution rapide et pour tracer la voie de notre avenir. »

Mise en contexte : Tendances macroéconomiques²

Le reste de la session s'est concentré sur la présentation des tendances macroéconomiques aux niveaux continental et régional.

Le document de base présenté était un résumé de l'analyse macroéconomique et des rapports d'évaluation rapide des compétences entrepris par le SIFA dans huit États membres de l'Union Africaine, avec des scénarios possibles de potentiel de croissance de l'emploi dans les secteurs productifs nationaux, d'une part, et d'autre part des tendances³ compilées à partir

² Les études sont disponibles en cliquant sur le lien suivant: <https://www.nepad.org/publications>

³ Les tendances compilées entre autres des études et rapports ci-dessous:

- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_775883.pdf

- https://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/AfCFTA-youth_FINAL_PRINT_3.pdf

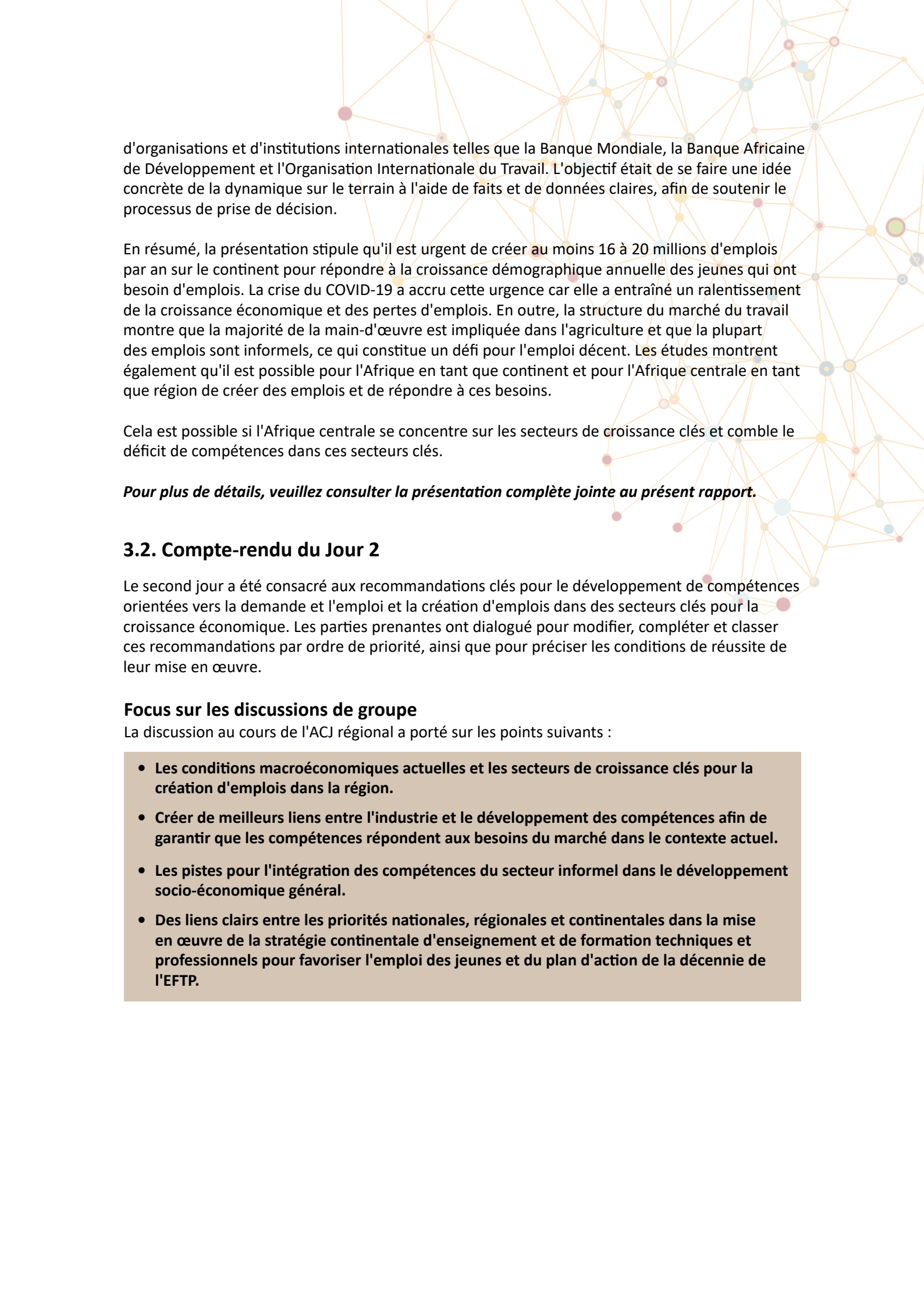
- https://www.uneca.org/sites/default/files/SROs/North-Africa/best-practices-in-job-creation-in-africa_uneca_202105.pdf

- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_795453.pdf

- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms_771731.pdf

- <https://www.worldometers.info/world-population/central-africa-population/>

- <https://www.oecd.org/publications/africa-s-development-dynamics-2018-9789264302501-en.htm>



d'organisations et d'institutions internationales telles que la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et l'Organisation Internationale du Travail. L'objectif était de se faire une idée concrète de la dynamique sur le terrain à l'aide de faits et de données claires, afin de soutenir le processus de prise de décision.

En résumé, la présentation stipule qu'il est urgent de créer au moins 16 à 20 millions d'emplois par an sur le continent pour répondre à la croissance démographique annuelle des jeunes qui ont besoin d'emplois. La crise du COVID-19 a accru cette urgence car elle a entraîné un ralentissement de la croissance économique et des pertes d'emplois. En outre, la structure du marché du travail montre que la majorité de la main-d'œuvre est impliquée dans l'agriculture et que la plupart des emplois sont informels, ce qui constitue un défi pour l'emploi décent. Les études montrent également qu'il est possible pour l'Afrique en tant que continent et pour l'Afrique centrale en tant que région de créer des emplois et de répondre à ces besoins.

Cela est possible si l'Afrique centrale se concentre sur les secteurs de croissance clés et comble le déficit de compétences dans ces secteurs clés.

Pour plus de détails, veuillez consulter la présentation complète jointe au présent rapport.

3.2. Compte-rendu du Jour 2

Le second jour a été consacré aux recommandations clés pour le développement de compétences orientées vers la demande et l'emploi et la création d'emplois dans des secteurs clés pour la croissance économique. Les parties prenantes ont dialogué pour modifier, compléter et classer ces recommandations par ordre de priorité, ainsi que pour préciser les conditions de réussite de leur mise en œuvre.

Focus sur les discussions de groupe

La discussion au cours de l'ACJ régional a porté sur les points suivants :

- **Les conditions macroéconomiques actuelles et les secteurs de croissance clés pour la création d'emplois dans la région.**
- **Créer de meilleurs liens entre l'industrie et le développement des compétences afin de garantir que les compétences répondent aux besoins du marché dans le contexte actuel.**
- **Les pistes pour l'intégration des compétences du secteur informel dans le développement socio-économique général.**
- **Des liens clairs entre les priorités nationales, régionales et continentales dans la mise en œuvre de la stratégie continentale d'enseignement et de formation techniques et professionnels pour favoriser l'emploi des jeunes et du plan d'action de la décennie de l'EFTP.**

Les questions clés suivantes ont été discutées :

- **Quels sont les secteurs clés de l'économie qui peuvent assurer la croissance et créer des emplois ?**
- **Quelles sont les compétences nécessaires pour stimuler la croissance et la compétitivité dans ces secteurs ?**
- **Quels sont les interactions, les politiques et les pratiques nécessaires pour créer une synergie entre les acteurs publics et privés afin de saisir ces opportunités ?**
- **Quelles sont les principales leçons à tirer de l'expérience de la CEAC pour faciliter la croissance économique et la création d'emplois ?**

Résultats des discussions de groupe :

Dans quatre groupes différents, les participants ont discuté et formulé les recommandations finales ci-dessous qui seront envoyées comme contribution à l'événement continental «L'Afrique crée des emplois» pour l'année 2021. Bien que le tableau ci-dessous reflète les actions/ interventions appropriées à des groupes de parties prenantes particuliers, l'atelier a réitéré la nécessité d'une collaboration cohérente entre les parties prenantes pour faire avancer efficacement ces recommandations.



	Autorités chargées de l'EFTP, EFTP et autres institutions de formation	Secteur Privé	Gouvernement
Améliorer le développement des compétences			
Niveau National	<ul style="list-style-type: none"> • Créer une base de connaissances en collaboration avec le secteur privé. • Disposer d'un espace ouvert pour mettre en pratique les connaissances acquises avec le soutien du gouvernement. • Améliorer la qualité de la formation <ul style="list-style-type: none"> » Intégrer les soft skills dans les curricula - planification, entrepreneuriat, communication... » Mettre à jour et harmoniser les programmes d'études tout en intégrant l'aspect pratique. • Effectuer un changement de paradigme. • Sensibilisation des parents et des autres parties prenantes à l'EFTP - changement d'état d'esprit, du diplôme au développement de compétences spécifiques. • Promouvoir la culture entrepreneuriale <ul style="list-style-type: none"> » Encourager les étudiants à former des équipes pour créer leur propre entreprise. » Amener leurs étudiants à s'engager et à participer à des concours nationaux/internationaux d'innovation et d'entrepreneuriat. » Création d'incubateurs pour soutenir ceux qui veulent créer leur entreprise. • Renforcer l'orientation et créer des partenariats <ul style="list-style-type: none"> » Créer des départements axés sur le développement de carrière et l'orientation. » Mise en relation d'étudiants et de professionnels pour le partage d'expériences et l'orientation dans des secteurs sélectionnés. » Partenariat avec des entreprises pour des stages et avec des start-ups dans des secteurs sélectionnés. • Développer des solutions orientées vers la communauté <ul style="list-style-type: none"> » Identifier les aptitudes/compétences à développer dans les secteurs prioritaires au sein des communautés. » Développer/adapter les programmes d'études en fonction des besoins de la communauté où se trouvent les établissements d'EFTP. • Renforcer les compétences des formateurs. • Construire une culture de l'apprentissage. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en relation de l'EFTP et des entreprises du secteur privé pour adapter le programme de formation <ul style="list-style-type: none"> » Recruter des stagiaires EFTP en cours de formation. • Les gouvernements doivent reconnaître les programmes en alternance et les qualifications de l'EFTP. • Les grandes entreprises doivent créer des centres de formation professionnelle qui sont soutenus et reconnus par les gouvernements. • Mettre en place des groupes de travail réunissant les secteurs public, privé et informel. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire des recommandations aux jeunes pour qu'ils prennent conscience de leur rôle dans le développement de leur pays. • Se concentrer sur les soft skills et intégrer le REAMORCE : Réarmement moral, civique et entrepreneurial. • Se concentrer sur le développement des infrastructures en fournissant des installations techniques modernes aux établissements de formation professionnelle et technique.

	Autorités chargées de l'EFTP, EFTP et autres institutions de formation	Secteur Privé	Gouvernement
Améliorer le développement des compétences			
Niveau Régional	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôler l'amélioration de la qualité des instituts de formation en fonction des besoins du secteur privé. • Harmoniser les cadres de qualification afin de faciliter la mobilité des compétences dans la région. • Organiser des concours d'idées et de plans d'affaires au niveau régional. • Harmoniser l'anticipation des compétences en fonction des opportunités par pays pour : <ul style="list-style-type: none"> » Développer des compétences ciblées sur les secteurs prioritaires par pays. » Éviter d'avoir trop de personnes ayant les mêmes compétences dans les mêmes secteurs. • Faciliter la mobilité des jeunes. • Créer une reconnaissance transfrontalière mutuelle (accords entre les pays d'origine et d'accueil) et multilatérale (principalement entre un groupement régional de pays) des compétences. 		
Création d'emploi			
Niveau National	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de compétences entrepreneuriales, incubateurs et accélérateurs <ul style="list-style-type: none"> » Personnes expérimentées » Personnes ayant une expérience professionnelle » Les étudiants de l'EFTP ou des universités qui peuvent entrer dans les incubateurs. • Les établissements d'EFTP devraient tirer parti de leurs communautés d'anciens élèves en créant une base de données où ils pourraient partager des opportunités. • Partenariat avec des entreprises pour des stages et avec des start-ups dans des secteurs sélectionnés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Indiquer les secteurs d'investissement prioritaires et les propositions de création d'emplois. • Développer des systèmes d'information appropriés pour le marché du travail. • Améliorer le système de planification des RH. • Renforcer les services d'information et d'orientation scolaire et professionnelle. • Créer des cadres de concertation pour résoudre les problèmes fonciers et développer des programmes de formation en milieu rural, mobiliser des fonds d'investissement au lieu de donner des terres cultivables aux multinationales qui viennent dans le pays. • Créer un cadre de référence des professions pour mieux maîtriser les activités. • Chaque pays doit disposer d'une carte nationale de l'emploi. 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les initiatives des jeunes par le biais de divers programmes gouvernementaux et partenaires. • Améliorer le système de professionnalisation en encourageant le placement des étudiants en entreprise pour alterner formation théorique/ pratique. • Accélérer le processus de décentralisation : saisir les opportunités de création d'emplois au niveau local sur la base des avantages comparatifs des localités.

	Autorités chargées de l'EFTP, EFTP et autres institutions de formation	Secteur Privé	Gouvernement
Création d'emploi			
Niveau Régional		<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter les incubateurs d'entreprises dirigés par le secteur privé aux niveaux régional et continental. • Le secteur privé doit être mieux impliqué au niveau régional pour s'engager dans les projets de l'UA et de la CEEAC. • Le secteur privé régional devrait à nouveau travailler avec la CEEAC et l'économie créative pour voir comment ils peuvent avoir un marché pour vendre ces biens et services. 	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager les États à accélérer le processus de décentralisation. • Faciliter la mobilité des compétences.
Ce que le gouvernement pourrait faire concernant le secteur informel			
<ul style="list-style-type: none"> • Formation à la certification, à la qualification pour permettre aux acteurs du secteur informel de respecter les normes et de faire la transition vers le secteur formel. • Disponibilité d'espaces commerciaux à prix réduits. • Créer un écosystème (cadre juridique, politiques) où les entreprises du secteur informel peuvent se sentir en sécurité pour se développer et faire la transition vers le secteur formel - supprimer les goulots d'étranglement et la corruption. • Mobiliser des financements pour permettre aux entreprises du secteur informel de se développer et d'avoir une stabilité financière. • Améliorer l'environnement des affaires afin que les administrations soient réellement au service des entrepreneurs. • Créer des plateformes numériques pour promouvoir la transparence et limiter la corruption. • Pour soutenir les entrepreneurs, il faut des organisations privées et non des fonctionnaires. • Mettre en place des incitations fiscales qui encouragent la migration vers le secteur formel. • Mettre en place un projet pilote pour la transition vers le secteur formel qui considère les différents aspects : formation, politiques, financement, etc. Le projet devrait rassembler les principales parties prenantes, tester des idées et tirer des leçons pour la reproduction et l'expansion. 			

Vous pouvez trouver les résultats complets dans le document ci-joint.

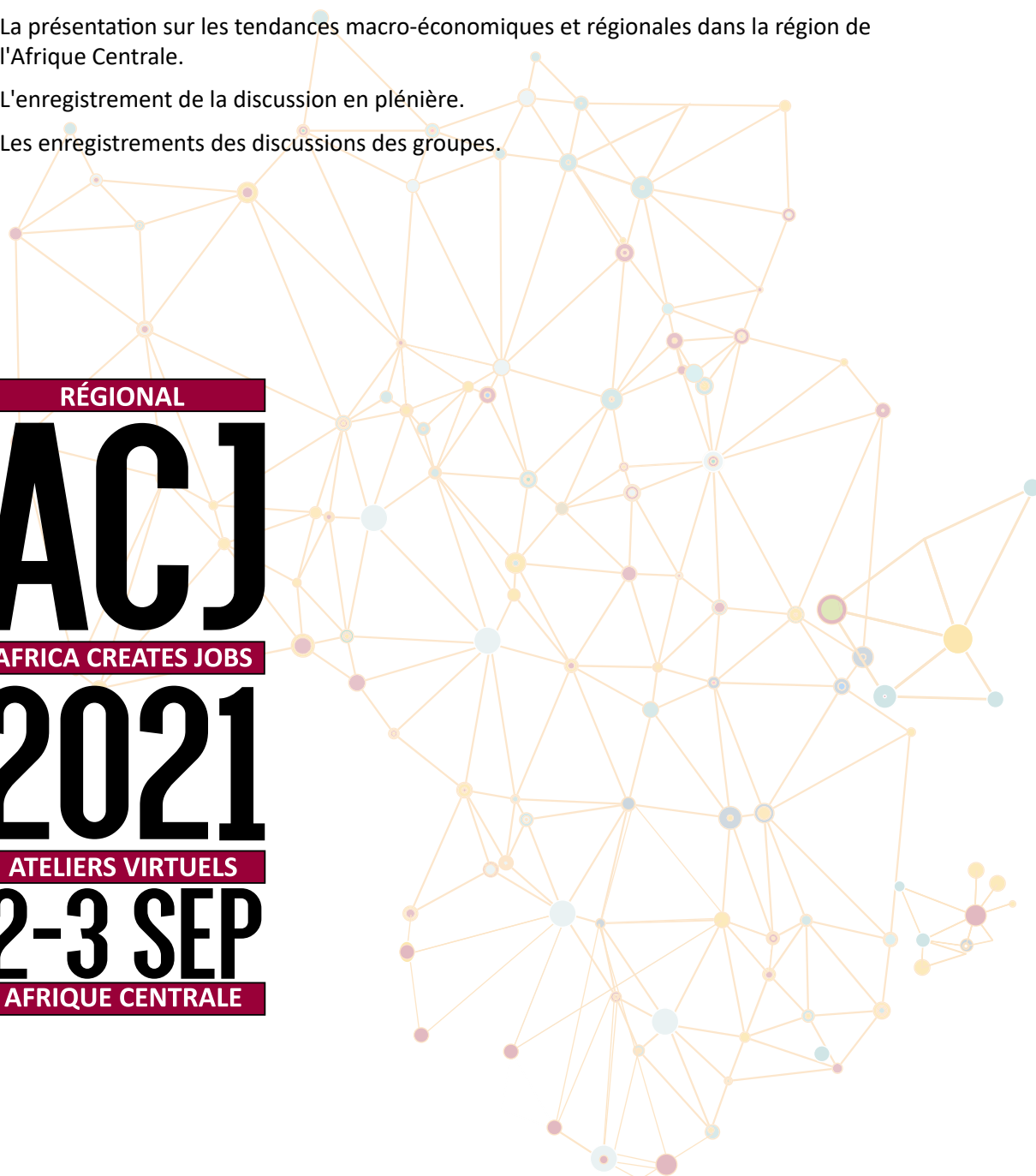
4. CONCLUSION

L'atelier régional de l'Afrique centrale a bénéficié d'un haut niveau d'engagement de la part des divers participant/es.

Les résultats des études macroéconomiques et de l'évaluation rapide des compétences dans le contexte de la crise du COVID-19 ont été présentés aux participant/es. Ils ont discuté de l'emploi dans le secteur informel ainsi que des recommandations clés qui ont été formulées pour la création d'emplois et le développement des compétences dans la région. Les résultats de cette discussion ont été saisis pour être fusionnés avec les résultats des autres ateliers régionaux et alimenter l'atelier continental.

ANNEXES

- La présentation sur les tendances macro-économiques et régionales dans la région de l'Afrique Centrale.
- L'enregistrement de la discussion en plénière.
- Les enregistrements des discussions des groupes.



Ce rapport est publié par la SIFA, l'Initiative compétences pour l'Afrique, une initiative de la Commission de l'Union africaine (CUA) et de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD).

Contact : Unami Mpofu, adresse mail : UnamiM@nepad.org
<https://www.nepad.org/skillsportalfor youth>

La SIFA est soutenue par :

L'Association allemande pour la coopération internationale (GIZ) GmbH
L'Organisation internationale du travail
La Fondation européenne pour la formation

La SIFA est cofinancée par :

Le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
L'Union européenne

Exonération de responsabilité

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne et du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement. Son contenu relève de la seule responsabilité de la GIZ et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'UE ou du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement.

